

Premier semestre 2006: Des résultats qui confirment la capacité de la CADES à amortir efficacement la dette

Communiqué de presse

Le Conseil d'Administration de la CADES s'est réuni le 28 septembre 2006 sous la présidence de M. Patrice Ract Madoux afin d'arrêter les comptes du premier semestre de l'exercice 2006.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2006	30 juin 2005
Produit de la CRDS	2515,40	2331,0
Résultat financier	-1261,0	-1320,4
Excédent d'exploitation	1253,3	1009,7
Versement à l'Etat	0	-1500
Résultat	1253,3	-490,3

Des résultats en ligne avec les objectifs

Le produit de la CRDS a connu une légère progression, passant ainsi de 2 331 à 2 515,4 millions d'euros, le montant net du résultat financier s'est établi à 1 261 millions d'euros contre 1 320,4 millions en 2005, générant pour ce semestre un excédent d'exploitation en hausse de 20 %.

Les derniers versements à l'Etat ayant eu lieu fin 2005, la CADES enregistre un résultat de 1 253,3 millions d'euros dont l'affectation est mécaniquement dédiée à l'amortissement de la dette.

Emetteur de premier plan, la CADES a depuis le début de l'année, eu recours à une large palette d'instruments financiers notamment : deux souches indexées sur l'inflation française ont été augmentées de 200 M€ chacune et une nouvelle CADESi à échéance 2017 a été lancée pour 1,250 Md€. La CADES a émis deux emprunts de référence, l'un de 3 Md€ échéance 2016 et l'autre de 3,5 Md€ échéance 2021, 3 emprunts d' 1 milliard de dollars et 2 Md€ de placements privés et EMTN en diverses devises.

La CADES poursuit sa mission d'amortissement de la dette sociale : au 30 juin 2006, sur les 102 milliards de dette sociale repris, 30,6 ont déjà été amortis.

CADES : UN EMETTEUR DE REFERENCE SUR LES MARCHES EUROPEENS

Créée en 1996, la CADES est un établissement public contrôlé par l'Etat français. Noté au plus haut niveau par les principales agences de notation internationales (AAA/A1+, Aaa/P1, AAA/F1+), il bénéficie par ailleurs d'une pondération 0% au titre du ratio de solvabilité de Bâle, ce qui le place parmi les cinq principaux émetteurs européens non gouvernementaux.